

La redevance couvre la ligne de raccordement, le modem à chaque extrémité du raccordement, l'équipement affecté en propre à l'abonné au point d'accès du réseau et l'utilisation d'une voie logique;

- 2° pour un terminal fonctionnant en mode arithmétique :
- 9 000 F pour 300 bit/s;
 - 11 000 F pour 1 200 bit/s.

La redevance couvre la ligne de raccordement, le modem à chaque extrémité du raccordement et l'équipement affecté en propre à l'abonné au point d'accès du réseau.

Ces redevances sont dénommées redevances d'abonnement de base.

Les montants précités sont réduits de moitié au profit de toute commune et de tout centre public d'aide sociale qui utilisent exclusivement leur raccordement direct pour accéder au Registre national des personnes physiques.

Art. 24. Les taxes pour l'utilisation du réseau de transmission de données avec commutation par paquets sont fixées comme suit :

- 1° taxe d'établissement d'appel : 0,15 F par appel que celui-ci ait abouti ou non;
- 2° taxe à la durée, par période indivisible de 30 secondes : 0,10 F. En cas d'accès par les réseaux téléphonique ou télex, une taxe additionnelle est due; elle est de :
- a) 0,50 F lorsqu'il est fait usage de la fonction d'assemblage et de désassemblage de paquets, appelée ADP;
 - b) 1 F lorsqu'il est fait usage de la fonction dite X.32;
- 3° taxe au volume, par groupe indivisible de 10 segments de 64 octets au maximum :
- a) 0,20 F lorsqu'il n'est pas fait usage de la fonction ADP;

b) 0,60 F lorsqu'il est fait usage de la fonction ADP.

La taxe au volume est réduite de moitié entre 18 heures 30 minutes et 8 heures ainsi que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 25. L'arrêté royal du 20 septembre 1978 fixant les tarifs principaux en matière de télécommunications et les tarifs pour l'inspection des installations radio des bateaux de la navigation rhénane et intérieure, modifié par les arrêtés royaux des 13 mai 1981, 26 février 1982, 8 avril 1983, 27 septembre 1983, 14 mars 1984, 27 décembre 1984, 29 mai 1986, 29 avril 1986, 26 juin 1987, 23 juin 1988 et 28 juin 1989, est abrogé.

Art. 26. Jusqu'au 15 janvier 1990, la redevance d'abonnement de base visée à l'article 2 est fixée à 766 F, 634 F ou 520 F selon que le raccordement est situé dans une zone grande, moyenne ou petite. Elle couvre l'utilisation d'un seul poste téléphonique simple de couleur standard.

Art. 27. Le présent arrêté produit ses effets le 1er novembre 1989.

Art. 28. Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
M. COLLA

F. 89 — 2186

8 NOVEMBRE 1989. — Arrêté royal fixant un tarif téléphonique social

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983;

2

Het abonnementsgeld dekt de aansluitingslijn, de modem aan elk uiteinde van de aansluiting, de uitrusting toegewezen aan de abonnee in het toegangspunt tot het net en het gebruik van één logisch kanaal;

- 2° voor een terminal werkend in asynchrone modus :
- 9 000 F voor 300 bit/s;
 - 11 000 F voor 1 200 bit/s.

Het abonnementsgeld dekt de aansluitingslijn, de modem aan elk uiteinde van de aansluiting en de uitrusting toegewezen aan de abonnee in het toegangspunt tot het net.

Deze abonnementsgelden worden basisabonnementsgelden genoemd.

De bovenvermelde bedragen worden verminderd tot de helft in het voordeel van iedere gemeente en ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die hun rechtstreekse aansluiting exclusief gebruiken voor toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Art. 24. De tarieven voor het gebruik van het net voor datatransmissie met schakeling van pakketten worden als volgt vastgesteld :

- 1° tarief voor het opbouwen van de oproep : 0,15 F per oproep, ongeacht of deze geslaagd is of niet;
- 2° tarief voor de duur, per volledige of onvolledige periode van 30 seconden : 0,10 F; in geval van toegang via het telefoon- of telexnet is een bijkomende taks verschuldigd van :
- a) 0,50 F wanneer gebruik wordt gemaakt van de PAD-functie (assembleer- en disassembleerfunctie van pakketten);
 - b) 1 F wanneer gebruik wordt gemaakt van de X.32-functie;
- 3° tarief voor het volume, per ondeelbare groep van 10 segmenten van maximum 64 octetten :

a) 0,20 F wanneer geen gebruik wordt gemaakt van de PAD-functie;

b) 0,60 F wanneer gebruik wordt gemaakt van de PAD-functie.

Het volumetarief wordt met de helft verminderd tussen 18 uur 30 minuten en 8 uur, alsmede 's zaterdags, 's zondags en op wettelijke feestdagen.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 25. Het koninklijk besluit van 20 september 1978 tot vaststelling van de hoofdtarieven voor telecommunicatie en van de tarieven voor de schouwing van de radio-installaties van rijnaken en binnenvaartuigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 mei 1981, 26 februari 1982, 8 april 1983, 27 september 1983, 14 maart 1984, 27 december 1984, 29 mei 1985, 29 april 1986, 26 juni 1987, 23 juni 1988 en 28 juni 1989, wordt opgeheven.

Art. 26. Tot 15 januari 1990 wordt het basisabonnementsgeld, waarvan sprake in het artikel 2, vastgesteld op 766 F, 634 F of 520 F naargelang het een aansluiting betreft in een grote, middelgrote of kleine zone. Het omvat het gebruik van één enkelvoudig telefoon-toestel van standaardkleur.

Art. 27. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1989.

Art. 28. Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
M. COLLA

N. 89 — 2186

8 NOVEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot vaststelling van een sociaal telefoontarief

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1989 fixant les tarifs principaux en matière de télécommunications et les tarifs pour l'inspection des installations radio des bateaux de la navigation rhénane et intérieure;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence résultant de la nécessité de coordonner les dispositions relatives aux abonnés sociaux avec celles qui seront d'application à partir du 1er novembre 1989 pour les abonnés ordinaires;

Sur la proposition de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Par dérogation à l'arrêté royal du 8 octobre 1989 fixant les tarifs principaux en matière de télécommunications et les tarifs pour l'inspection des installations radio des bateaux de la navigation rhénane et intérieure, notamment aux articles 1er, 2, 3 et 26, le tarif téléphonique social est fixé comme suit :

1° l'indemnité pour mise à disposition de la ligne réseau et la redevance d'abonnement de base sont égales à 50 % du tarif normal;

2° coût des communications ; tarif normal; la gratuité est cependant accordée pour les communications nationales jusqu'à concurrence de 40 unités de taxe par période de deux mois.

Art. 2. Le tarif téléphonique social n'est valable qu'en régime d'abonnement ordinaire pour un raccordement normal. Le détenteur ne peut disposer que d'un seul raccordement téléphonique et l'installation doit être limitée à des postes simples ou adaptés au handicap du détenteur, avec éventuellement les accessoires nécessaires.

Art. 3. § 1. Le bénéfice du tarif téléphonique social peut être accordé, à sa demande, à toute personne :

1° âgée de 70 ans accomplis :

— habitant seule;
— cohabitant avec deux personnes au maximum. Cette (ces) dernière(s) doit (doivent) être âgé(e) de 65 ans accomplis.

Peuvent également cohabiter avec le bénéficiaire, ses enfants et petits-enfants qui n'ont pas atteint l'âge de fin de la scolarité obligatoire. Les petits-enfants doivent en outre être orphelins de père et de mère ou avoir été confiés aux grands-parents par décision judiciaire.

La limite d'âge fixée à l'égard de ses enfants et petits-enfants ne s'applique pas aux descendants qui sont atteints à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections;

2° atteinte d'un handicap d'au moins 66 % et âgée de 18 ans accomplis :

— habitant seule;
— cohabitant soit avec deux personnes au maximum, soit avec des parents ou alliés du premier ou du deuxième degré.

§ 2. Le revenu brut du bénéficiaire, cumulé avec le revenu brut des personnes qui cohabitent éventuellement avec lui en application du § 1, ne peut dépasser les montants fixés conformément à l'article 1er, § 1 de l'arrêté royal du 1er avril 1981 fixant le montant annuel des revenus visés à l'article 25, §§ 1er, 2 et 3 et portant exécution de l'article 33, § 5, alinéa 3, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 4. Habiter dans un hôtel, une maison de repos ou sous une autre forme de vie communautaire n'ouvre aucun droit au bénéfice du tarif téléphonique social.

Art. 5. Est considérée comme atteinte d'un handicap d'au moins 66 % la personne :

1° qui a été déclarée par une décision administrative ou judiciaire être handicapée physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 %;

2° pour laquelle, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 46 de la loi du 9 août 1983 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, une réduction

de 25 % de la somme des cotisations de l'assurance obligatoire de l'invalidité est maintenue pendant au moins six mois consécutifs;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van de hoofdtarieven voor telecommunicatie en van de tarieven voor de schouwing van de radio-installaties van rijnaken en binnenvaartuigen;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voortvloeiend uit de verplichting, om de bepalingen betreffende de sociale abonnees te coördineren met die welke vanaf 1 november 1989 van toepassing zullen zijn voor de gewone abonnees;

Op de voordracht van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In afwijking van het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van de hoofdtarieven voor telecommunicatie en van de tarieven voor de schouwing van de radio-installaties van rijnaken en binnenvaartuigen, inzonderheid van de artikelen 1, 2, 3 en 26, wordt het sociaal telefoontarief vastgesteld als volgt :

1° de vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn en het basisabonnementsgeld zijn gelijk aan 50 % van het normaal tarief;

2° gesprekstarief : normaal tarief; de kosteloosheid wordt nochtans toegekend voor de binnenlandse gesprekken, ten belope van ten hoogste 40 tariefeenheden per tijdvak van twee maand.

Art. 2. Het sociaal telefoontarief geldt uitsluitend onder het stelsel van het gewoon abonnement voor een normale aansluiting. De houder ervan mag slechts over één telefoonaansluiting beschikken en de installatie moet beperkt zijn tot enkelvoudige of aan de handicap van de houder aangepaste toestellen, met eventueel de noodzakelijke toebehoren.

Art. 3. § 1. Het voordeel van het sociaal telefoontarief kan op zijn verzoek worden genoten door ieder persoon die :

1° de leeftijd van ten volle 70 jaar heeft bereikt en

— alleen woont;
— samenwoont met ten hoogste twee personen. Deze laatste(n) moet(en) ten volle 65 jaar oud zijn.

Mogen eveneens met de begunstigde samenwonen, zijn kinderen en kleinkinderen die de ouderdom van het einde van de leerplicht niet hebben bereikt. De kleinkinderen moeten bovendien wees zijn van vader en moeder of bij gerechtelijke beslissing aan de grootouders zijn toevertrouwd.

De ten aanzien van zijn kinderen en kleinkinderen gestelde leeftijdsgrens, geldt niet voor descendents die voor minstens 66 % getroffen zijn door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;

2° voor minstens 66 % gehandicapt is en ten volle 18 jaar oud is en

— alleen woont;
— samenwoont, hetzij met ten hoogste twee personen, hetzij met bloed- of aanverwanten van de eerste of de tweede graad.

§ 2. Het bruto-inkomen van de genothebber, gecumuleerd met het bruto-inkomen van de personen die bij toepassing van § 1 eventueel met hem samenwonen, mag de bedragen niet te boven gaan die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 1, § 1 van het koninklijk besluit van 1 april 1981 ter bepaling van het jaarbedrag van de inkomsten welke bedoeld zijn in artikel 25, §§ 1, 2 en 3 en tot uitvoering van artikel 33, § 5, derde lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 4. Wonen in een hotel, een rusthuis of onder een andere vorm van gemeenschapsleven opent geen recht op het voordeel van het sociaal telefoontarief.

Art. 5. Als voor minstens 66 % gehandicapt wordt aangezien de persoon :

1° die bij administratieve of gerechtelijke beslissing minstens 66 % blijvend fysisch of psychisch gehandicapt of arbeidsongeschikt werd verklaard;

2° in wiens hoofde na de periode van primaire ongeschiktheid voorzien in artikel 46 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, een vermindering van ten hoogste 25 % van de som van de verplichte ziekte- en invaliditeitsbijdragen is behouden gedurende ten minste zes maanden opeenvolgend;

tion de la capacité de gain à un taux égal ou inférieur à un tiers est constatée; comme prévue à l'article 56 de la même loi;

3° pour laquelle, dans le cadre de l'allocation de remplacement de revenus, une réduction de la capacité de gain à un tiers ou moins, comme prévu à l'article 2 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, a été constatée;

4° qui a été reconnue comme appartenant à la catégorie II, III ou IV de l'allocation d'intégration, comme précisé dans l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration.

Art. 6. La demande du bénéfice du tarif téléphonique social doit être introduite auprès de la Régie des Télégraphes et des Téléphones.

Le Ministre qui a cette Régie dans ses attributions détermine les pièces qui doivent établir la preuve qu'il est satisfait aux conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 7. Les personnes déjà reliées au téléphone qui remplissent les conditions fixées bénéficient du tarif téléphonique social à l'expiration de la première échéance de leur abonnement qui suit l'introduction de leur demande.

Art. 8. Le bénéficiaire du tarif téléphonique social est tenu :

1° de renouveler sa demande auprès de la Régie des Télégraphes et des Téléphones avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir du jour où ce tarif lui a été appliqué à la suite d'une demande antérieure.

2° de donner immédiatement connaissance à cette Régie du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées dans le présent arrêté pour bénéficier du tarif en question;

3° de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique social à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées;

4° d'autoriser la Régie, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à vérifier, soit auprès des autorités compétentes, soit dans sa demeure, s'il remplit réellement toutes les conditions fixées.

Art. 9. Le bénéfice du tarif téléphonique social est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

Art. 10. L'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 1983, 14 juin 1985, 29 avril 1986, 26 juin 1987 et 28 juin 1989, est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1er novembre 1989.

Art. 12. Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

M. COLLA

teitsverzekering, een vermindering van het verdienvermogen tot een derde of minder wordt vastgesteld zoals voorzien in artikel 56 van diezelfde wet;

3° in wiens hoofde in het kader van de inkomensvervangende tegemoetkoming een vermindering van het verdienvermogen tot een derde of minder, zoals voorzien in artikel 2 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, werd vastgesteld;

4° die erkend werd als behorende tot de categorie II, III of IV van de integratietegemoetkoming, zoals omschreven in het ministerieel besluit van 30 juli 1987 tot vaststelling van de categorieën en van de handleiding voor de evaluatie van de graad van zelfredzaamheid met het oog op het onderzoek naar het recht op de integratietegemoetkoming.

Art. 6. Het verzoek om het voordeel van het sociaal telefoontarief te genieten moet bij de Regie van Telegrafie en Telefonie worden ingediend.

De Minister, die deze Regie in zijn bevoegdheid heeft, bepaalt de stukken welke moeten bewijzen dat aan de in dit besluit gestelde voorwaarden is voldaan.

Art. 7. De reeds op het telefoonnet aangesloten personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen, genieten het voordeel van het sociaal telefoontarief na het verstrijken van de eerste vervaldag van hun abonnement die volgt op het indienen van hun verzoek.

Art. 8. De genothouder van het sociaal telefoontarief moet :

1° zijn verzoek bij de Regie van Telegrafie en Telefonie hernieuwen vooraleer drie jaren zullen verstreken zijn vanaf de dag dat op hem dit tarief ingevolge een vorig verzoek werd toegepast;

2° voornoemde Regie dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de in dit besluit gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

3° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het sociaal telefoontarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden;

4° de Regie ertoe machtigen om, telkens als zij het gepast acht, hetzij bij de bevoegde overheden, hetzij op zijn verblijf na te gaan of hij werkelijk aan al de gestelde voorwaarden voldoet.

Art. 9. Het genot van het sociaal telefoontarief wordt ingetrokken vanaf de eerste vervaldag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer wordt voldaan aan de gestelde voorwaarden.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 26 februari 1982 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 april 1983, 14 juni 1985, 29 april 1986, 28 juni 1987 en 28 juni 1989, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1989.

Art. 12. Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA

F. 89 — 2167

10 NOVEMBRE 1989. — Arrêté ministériel en exécution des articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 fixant un tarif téléphonique social

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967 et l'article 4, modifié par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983;

N. 89 — 2187

10 NOVEMBER 1989. — Ministerieel besluit tot uitvoering van de artikelen 6 en 8 van het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967 en op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983;